

L'accès à l'énergie: un droit social

A-t-on atteint le point de non-retour en ce qui concerne les cours du pétrole? Le baril du brut se situe désormais au-dessus de 65 dollars. Hors inflation, les cours actuels ont doublé en cinq ans. La croissance de la demande, en Chine comme ailleurs dans le monde, le manque de capacité de raffinage, l'épuisement des stocks, la guerre, le terrorisme: les facteurs qui poussent les cours à la hausse ne manquent pas.

A l'heure où deux habitants sur cinq de la planète n'ont pas d'accès à l'électricité, il est temps de tirer la sonnette d'alarme. Et de reconnaître l'accès à l'énergie comme un droit social de chaque citoyen. Cette énergie doit également être propre et en quantité suffisante afin de satisfaire les besoins vitaux.

Développement et dignité

Sans l'accès à l'énergie, il n'y a pas de développement pour une société et pas de dignité pour un citoyen. L'un et l'autre ne doivent pas souffrir, aujourd'hui, pour l'abus des ressources en énergie des générations passées, pratique qui se poursuit encore dans le monde industrialisé.

Un foyer mauricien dépense en moyenne 8% de son budget sur l'énergie. Le problème d'accès à l'énergie des plus démunis de la société est un fait indéniable, mais il affecte peu des 310 000 foyers du pays, la solidarité familiale aidant très souvent à trouver des solutions. Cependant, on y trouve des familles modestes et des petits entrepreneurs qui arrivent à peine à payer leurs factures d'énergie. Les cas de déconnexions sont nombreux. De plus en plus de gens doivent voyager pour aller au travail et les coûts de transport ne cesseront d'augmenter avec les prix des carburants qui flambent. Si certains ont recours au bois des forêts, c'est à cause de la pauvreté comme observé dans certaines régions de Maurice et de Rodrigues.

Payer le prix fort

Il y a lieu de s'inquiéter pour l'avenir avec la tendance irréversible des cours du pétrole. Il faut agir maintenant avant que ce soit trop tard. La croissance énergétique à Maurice est d'environ 6 % annuellement, venant essentiellement de ceux qui ont les moyens d'accroître leurs revenus. Les plus vulnérables socialement contribuent peu à l'augmentation de la demande. Toutefois, pour le peu d'énergie qu'ils ont besoin, ils auront à payer le prix fort. L'énergie risque de devenir un luxe demain si rien n'est fait pour la rendre accessible

davantage.

Perspectives de développement durable

C'est de Madagascar que nous viennent des expérimentations très encourageantes. Pas moins de huit textes y sont en cours de préparation actuellement devant dégager le cadre législatif et institutionnel pour l'électrification à partir des énergies renouvelables. A la Réunion, sous l'impulsion de la coopération Région Réunion, ADEME et EDF, d'énormes réalisations sont attendues dans le domaine du thermique solaire collectif et du photovoltaïque connecté au réseau.

A Maurice, l'octroi au secteur privé du marché lucratif de la génération électrique provoque des craintes et des incertitudes. Les projets bagasse-charbon font surtout la belle part au charbon, la plus polluante des combustibles. Il nous manque aussi des normes qui permettent la pénétration des énergies modernes et propres sur le marché. Les incitations à utiliser ces énergies sont plutôt inexistantes. Toutefois, avec la coopération internationale et régionale, les mentalités commencent à changer au niveau de certains décideurs. Les conventions internationales et les engagements nationaux face à une société civile engagée peuvent aider dans l'évolution des mentalités. Il y a lieu d'espérer avec la nouvelle génération qui est plus sensible à la question du développement durable.

Recommandations

Face à l'augmentation des prix du pétrole, il est impératif de sauvegarder dès maintenant l'accès à l'énergie des composantes les plus vulnérables de la société. Ainsi, il est essentiel:

- d'adopter au plus haut niveau politique, une résolution ferme de combattre la pauvreté par l'accès universel à l'énergie, un droit social fondamental (aboutissant à l'introduction des tarifs spéciaux pour les groupes vulnérables, des programmes énergies pour les petites entreprises, un mécanisme pour éviter les déconnexions pour raisons financières...)
- de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et la gestion de l'énergie de façon systématique en demandant aux organismes concernés de définir des plans d'actions dans ce sens, incluant une vraie participation citoyenne,
- d'orienter la coopération internationale et régionale vers l'élimination des facteurs qui rendent l'énergie propre et moderne inaccessible,
- et de lutter sans relâche contre toutes les formes de fraude et de corruption liées à la question de l'énergie, allant des pertes

commerciales jusqu'à l'octroi des contrats de production d'énergie en passant par la gestion des entreprises énergies.

Le gaspillage d'énergie est un crime contre la nature, contre le progrès de la société et contre la dignité humaine. C'est de l'argent volé. Aux pauvres aujourd'hui, comme à nos enfants demain. Il faut mettre fin à notre indifférence au plus vite car il y va de l'avenir même de notre monde.

Dr Khalil Elahee,
Université de Maurice